

www.e-rara.ch

Abrégé de l'histoire de la Suisse

Magnenat, Jules

Lausanne, 1900

SUPSI DFA Centro di documentazione, Locarno

Shelf Mark: Fondo Gianini STO 26

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-46204>

Quatrième époque - dix-septième siècle.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]

QUATRIÈME ÉPOQUE — DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

CHAPITRE XIII. — LA SUISSE PENDANT LA PREMIÈRE
MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

1. La Suisse au commencement du XVII^e siècle. — 2. Troubles dans les Grisons. —
3. La Suisse pendant la guerre de Trente ans.
(1600-1650).

1. La Suisse au commencement du XVII^e siècle. —

Chaque siècle de l'histoire de la Confédération suisse se présente avec un caractère distinctif. Nous avons déjà indiqué ceux du XIV^e et du XV^e siècle. Le XVI^e siècle, celui de la réforme, est dans un sens une époque de progrès; au point de vue intellectuel, moral et religieux, il est supérieur à ceux qui l'ont précédé, mais au point de vue politique, la Confédération s'affaiblit de jour en jour par les dissensions religieuses. Le XVII^e siècle va nous montrer les Confédérés toujours plus divisés, le lien fédéral complètement rompu; la ruine de la patrie commune semble imminente, parce que les Suisses ont trop oublié la devise de leurs pères : « Un pour tous, tous pour un. »

Au commencement du XVII^e siècle, l'histoire de notre pays n'offre aucun fait saillant à raconter; ce ne sont que querelles religieuses de canton à canton ou à l'intérieur des cantons. Les seuls événements de quelque importance, nous les trouvons dans les relations des cantons avec les états avoisinants. Deux d'entre ces derniers, la France et l'Espagne, se disputent l'alliance des Suisses. En 1602, la France semble l'emporter; douze cantons renouvellent avec Henri IV le traité signé primitivement avec François I^{er}. Mais, comme l'intention du roi est de se servir des mercenaires suisses pour abattre la puissance de la maison d'Autriche, celle-ci s'efforce de son côté de retenir dans son alliance les cantons catholiques. En même temps se prépare en Allemagne une lutte formidable. Au moment où, d'accord avec les protestants, Henri IV va entrer en campagne, il succombe sous le poignard de Ravaillac (1610).

Henri mort, la politique de la France change pour quelque temps : Marie de Médicis, qui gouverne au nom de son jeune fils Louis XIII, s'allie avec la maison d'Autriche. En Suisse, Zurich se laisse enfin gagner à l'alliance française et, joint à Berne, s'unit par un traité avec Venise, que menacent alors l'Espagne et l'Autriche. Le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, après une dernière tentative sur Genève et le pays de Vaud, renonce à tout projet d'agrandissement en deçà des Alpes, tourne ses regards du côté de l'Italie et entreprend d'y étendre la puissance de sa maison aux dépens de l'Espagne, qui depuis deux siècles opprime la péninsule. Une alliance est signée entre le duc et Berne, et ce dernier état lui fournit des troupes contre l'Espagne. Au moment où, après une guerre courte mais avantageuse, le duc de Savoie venait de signer la paix avec Philippe III et où l'Autriche allait attaquer Venise, alliée de Berne et de Zurich, la défenestration de Prague donnait en Allemagne le signal de la guerre de Trente ans.

Le contre-coup de cette longue lutte se fit sentir dans la Suisse entière, mais nulle part plus que dans les Grisons.

2. Troubles dans les Grisons. — La Confédération des Ligues grisonnes comprenait la Ligue grise ou Haute Ligue, la plus influente (vallée du Rhin antérieur et du Rhin postérieur), la Ligue Caddée ou de la Maison-Dieu (Coire, Oberhalbstein, Avers, Engadine, Bregaglia, etc.) et la Ligue des Dix juridictions (Davos, Prättigau, Mayenfeld, Malans, etc.). Les autorités communes aux trois Ligues étaient : 1^o la Diète, formée de 66 députés et se réunissant chaque année en septembre, alternativement à Ilanz, à Coire et à Davos ; 2^o le Congrès, composé des chefs et de trois délégués des Ligues ; il se rassemblait une fois par an à Coire. Les attributions de ces deux corps n'étaient pas parfaitement séparées. Les communes possédaient des droits étendus, et dans certains cas, constituaient la véritable autorité suprême.

Depuis la guerre de Souabe, qui avait rapproché les Grisons des Confédérés et assuré leur indépendance, les Ligues s'étaient agrandies considérablement par l'acquisition de la Valteline et de Chiavenna, cédées par le duc de Milan, Maximilien Sforza (1512). Mais au lieu d'en former une qua-

trième Ligue, les Grisons en avaient fait un pays sujet, gouverné très arbitrairement par ses maîtres.

Lors de la propagation de la réforme dans la Suisse allemande, les idées nouvelles pénétrèrent de bonne heure dans les Grisons, et, grâce aux prédications de Comander, de Gallicius et de Campell, elles devinrent dominantes dans les deux ligues de la Maison-Dieu et des Dix juridictions. Une lutte très vive éclata entre les deux confessions. Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, aux querelles religieuses vinrent s'ajouter des troubles politiques. La situation du pays des Grisons, au centre des Alpes, entre l'Allemagne et l'Italie, la possession des passages alpestres conduisant d'une de ces contrées dans l'autre, rendaient l'alliance des Ligues d'autant plus précieuse que le peuple rhétien, devenu, comme les Suisses, passionné pour la guerre et les services mercenaires, fournissait de vaillants soldats.

Aussi déjà François I^{er} et Charles-Quint s'étaient disputé l'amitié des Ligues. Plus tard, l'ambassadeur de Charles IX obtint des Grisons la conclusion d'un traité semblable à celui que venaient de signer les Confédérés (1564). L'alliance espagnole fut au contraire repoussée. De là une grande agitation, provoquée par le parti espagnol, que dirigeait la famille des **Planta**, contre le parti français, à la tête duquel s'étaient placés les **Salis**. A diverses reprises, des tribunaux criminels furent réunis, tantôt par un parti, tantôt par l'autre, et chaque fois étaient prononcés des amendes, confiscations de biens, emprisonnements, exils, etc. L'anarchie régnait dans le pays.

Ce qui augmentait les maux dont souffrait ce dernier, c'étaient la corruption et la vénalité qui s'étaient introduites par les services mercenaires, non-seulement parmi les magistrats, mais jusque dans la masse du peuple. Quelques patriotes honnêtes, qui gémissaient d'un tel état de choses, tentèrent d'y porter remède; la réforme du pays fut proclamée en 1602. Mais les abus étaient trop invétérés: cette réforme échoua.

A cette même époque, Henri IV renouvelait son alliance avec les Suisses (1602). Son ambassadeur à Coire, l'habile et rusé Pascal, fut chargé d'obtenir celle des Ligues. Il

réussit dans sa mission, malgré la violente opposition du parti espagnol. La république de Venise, dont le territoire touchait celui des Grisons, recherchait aussi leur alliance. Elle fut signée en 1603, tandis que celle avec l'Espagne était encore une fois rejetée par la majorité des communes.

A cette nouvelle, le gouverneur espagnol du Milanais, le comte de Fuentes, ferma l'Italie aux Grisons et commença, au nord du lac de Côme, la construction d'une forteresse qui dominait l'entrée de la Valteline. Les habitants des Liges, privés des ressources que leur procurait le commerce de transit avec Milan et menacés par le fort de Fuentes, réclamèrent, mais en vain, auprès du gouverneur espagnol et demandèrent tout aussi inutilement l'intervention des Suisses.

Dès l'époque de la guerre de Souabe, la Ligue grise et celle de la Maison-Dieu s'étaient alliées aux sept plus anciens cantons. Plus tard, la Ligue des Dix juridictions avait demandé cette même alliance, mais les cantons catholiques la refusèrent, parce que les habitants de cette Ligue étaient protestants et, sous certains rapports, dans la dépendance de la maison d'Autriche. Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, les trois Liges avaient à plusieurs reprises sollicité leur admission dans la Confédération, mais toujours les états catholiques s'y étaient opposés. Les Dix juridictions obtinrent seulement l'alliance de Zurich et de Glaris. En 1600, les trois Liges s'unirent avec le Vallais, et deux ans plus tard avec Berne. Quand les troubles des Grisons eurent éclaté, les cantons alliés se virent plus d'une fois dans l'obligation d'intervenir ; mais ils se montraient très divisés : Berne et Zurich se prononçant pour les réformés et pour l'alliance avec la France et avec Venise, les catholiques appuyant au contraire leurs coreligionnaires et l'Espagne.

Au bout de quatre ans d'agitations, le parti espagnol provoqua un soulèvement du peuple contre les partis français et vénitien. Un tribunal criminel fut institué à Coire ; mais l'ambassadeur Pascal fit si bien que les sentences de ce tribunal atteignirent deux chefs du parti espagnol ; ils furent condamnés à mort et exécutés.

En 1617, les troubles recommencèrent, causés par la de-

mande de Venise de renouveler l'alliance conclue en 1603 pour dix ans. Les pasteurs réformés, Zurich et Berne, se montraient favorables à cette alliance; l'Autriche, l'Espagne et même la France, dont la politique avait changé depuis la mort de Henri IV, y étaient hostiles. La diète grisonne se prononça contre Venise, et, pendant quelque temps, le parti espagnol, dirigé par Rodolphe Planta, de Zernetz, fut tout puissant. Il profita de sa supériorité pour s'attaquer à la réforme; mais aussitôt un certain nombre de communes de l'Engadine prirent les armes. A leur tête était un pasteur-soldat, **Georges Jenatsch**. Rodolphe Planta dut s'enfuir. Un tribunal criminel, réuni à Thusis, et composé surtout de prédicants, c'est-à-dire de pasteurs, déploya une excessive rigueur contre le parti espagnol. Rodolphe Planta et son frère Pompée furent condamnés à un exil perpétuel; l'évêque de Coire, chassé du pays (1618). L'année suivante, un autre tribunal, formé essentiellement de catholiques de la Ligue grise, cassa les décisions du précédent; alors l'Engadine protestante et la Ligue des Dix juridictions se soulevèrent et marchèrent sur Coire. Un nouveau tribunal criminel, réuni à Davos, confirma et aggrava les décisions de celui de Thusis; les ambassadeurs étrangers, accusés d'être les auteurs des troubles, durent s'éloigner du pays; les capucins, qui surexcitaient les passions religieuses dans la Valteline, furent chassés; on écrasa d'amendes les familles riches du parti espagnol et catholique.

La guerre de Trente ans venait d'éclater. Les deux branches de la maison d'Autriche, espagnole et allemande, avaient le plus grand intérêt à établir entre elles des communications aussi directes que possible. Or, entre le Milanais espagnol et le Tyrol autrichien, le seul obstacle à ces communications était la Valteline. Aussi, dès le début de la guerre, un des objets de la politique de l'Espagne fut-il de profiter des troubles des Grisons pour s'emparer de la vallée de l'Adda et s'assurer ainsi un libre passage d'Italie en Allemagne. Les projets de la cour de Madrid furent favorisés par l'injustice et les excès des tribunaux criminels de Thusis et de Davos.

Les exilés excitèrent à la révolte la population catholique

de la Valteline en lui faisant croire que la religion était en danger. Une conspiration se forma ; un parent de Rodolphe Planta, le chevalier valtelin Jacques de Robustelli, s'en fit le chef. Il enrôla secrètement sur les bords du lac de Côme une bande d'aventuriers et d'assassins, et, dans la nuit du 19 au 20 juillet 1620, pénétra dans la Valteline. Sous les murs de Tirano, quatre coups de feu donnèrent le signal du massacre des réformés, presque tous Grisons. Le peuple se joignit aux malfaiteurs ; les maisons des protestants envahies, ceux-ci furent égorgés sans pitié et leurs cadavres mutilés et trainés dans les rues. Même des catholiques périrent pour s'être opposés à tant de crimes. L'œuvre de sang se continua quinze jours dans toute la Valteline. Trois cent cinquante, d'autres disent six cents personnes, tombèrent sous les coups des meurtriers.

Les Valtelins proclamèrent leur indépendance ; Jacques Robustelli se déclara capitaine du pays.

Les montagnards des Liges requièrent le secours de leurs alliés des cantons. Zurich et Berne armèrent 3000 hommes, qui, pour atteindre le territoire des Grisons, durent faire de longs détours, les troupes des cantons catholiques occupant les passages à Mellingen, à Utnach et dans le Gaster. Unis aux Confédérés, les Grisons entrèrent dans la Valteline, que les Espagnols occupaient déjà. Ils s'emparèrent de Bormio et s'avancèrent victorieusement jusqu'à Tirano. Les Suisses tentèrent l'assaut, mais le manque de prudence, d'ordre et d'entente fit échouer l'attaque ; les Bernois éprouvèrent de grandes pertes et, après un combat de sept heures, l'armée dut battre en retraite (1620).

La Ligue grise, en majorité catholique, n'avait pris aucune part à cette expédition ; bien plus, soutenue par 1500 hommes des petits cantons, elle conclut un traité d'amitié avec l'Espagne. Tout mettait en question l'existence même de la Confédération grisonne. Un tel danger ouvrit enfin les yeux à un certain nombre de patriotes ; la Société des Bons cœurs se constitua, avec Jenatsch pour chef, se donnant pour mission de délivrer la patrie des maux qui l'accablaient.

A la tête d'une troupe d'hommes déterminés, Jenatsch se

rend au château de Rietberg (Domleschg) et y tue Pompée Planta ; cinq autres membres du parti espagnol sont assassinés dans la Basse-Engadine. Puis, à la tête de 1000 hommes, Jenatsch oblige les troupes des cinq cantons catholiques à regagner leurs foyers, et la Ligue grise à renoncer à son alliance séparée avec l'Espagne.

Les troubles prolongés des Grisons préoccupaient les cours de Vienne, de Madrid et de Paris. Des négociations s'ouvrirent dans le but de ramener la paix. Un traité fut même signé entre la France et l'Espagne. La Valteline était restituée aux Grisons ; ceux-ci s'engageaient par serment à oublier le passé. Mais 6000 hommes des Ligues ayant envahi la Valteline, l'empereur Ferdinand II en prit prétexte pour réclamer la possession de la Basse-Engadine, du Münsterthal et des Dix juridictions. Le général Baldiron, avec 8000 hommes, s'empara de l'Engadine et de Davos ; le colonel Brion, du Prættigau et de Mayenfeld ; les habitants durent prêter serment d'obéissance à Ferdinand II.

Les Grisons, abandonnés à eux-mêmes et divisés, signèrent enfin le traité de Milan : ils abandonnaient les Dix juridictions à l'Autriche et renonçaient à la Valteline (mars 1622). Aussitôt, dans les vallées ainsi détachées de la Confédération grisonne, les soldats et les capucins entreprirent l'œuvre de la conversion des hérétiques ; les persécutions obligèrent un grand nombre de patriotes et de prédicateurs réformés à chercher un refuge à Zurich.

Les montagnards du Prættigau se soulevèrent poussés à bout par l'oppression. Armés de massues garnies de pointes de fer, ils assaillirent les impériaux, les mirent en déroute et, secourus par les Suisses réformés, chassèrent Baldiron du pays.

Des négociations s'ouvrirent de nouveau avec l'Autriche, à Lindau. Mais au moment même où une trêve venait d'être décidée, Baldiron rentra dans les Ligues avec 10,000 Autrichiens qui, furieux de leurs précédentes défaites, les vengèrent par le fer et le feu (août 1622). Les Grisons, après une glorieuse mais inutile résistance dans la journée de Saas, durent se courber encore une fois sous le joug de l'Autriche.

Bientôt après, l'entrée du cardinal Richelieu au ministère amena un changement complet dans la politique de la France. Richelieu, qui avait résolu l'abaissement de la maison d'Autriche, ne pouvait à aucun prix laisser la Valteline aux Espagnols, l'Engadine, les Dix juridictions et Coire aux Autrichiens. Il chargea le marquis de Cœuvres, ambassadeur de Louis XIII en Suisse, de la délivrance des Liges. A la tête de 6000 Français, auxquels se joignirent quelques milliers de Suisses des cantons réformés et des Grisons exilés, Cœuvres reconquit la Valteline et Chiavenna. Toutefois Richelieu ne restitua pas aux Liges leurs pays sujets; les Valtelins conservèrent le droit de se gouverner eux-mêmes; ils n'avaient qu'à payer un tribut annuel de 25,000 florins à leurs anciens maîtres. Aussi le mécontentement devint général dans les vallées de la Rhétie.

Tout à coup, le fléau de l'invasion étrangère vint encore une fois aggraver leurs maux. L'empereur Ferdinand II exigea le passage pour les troupes qu'il envoyait en Italie combattre contre la France. 40,000 impériaux traversèrent les Grisons; 6000 occupèrent Mayenfeld et Coire; pour la troisième fois, le pays retomba sous la puissance de l'Autriche. Mais les revers éprouvés en Italie par l'empereur l'obligèrent à retirer ses troupes de Coire. Restaient les Espagnols, qui, derechef, avaient envahi la Valteline. Richelieu envoya en Suisse le duc Henri de Rohan, ancien chef des calvinistes, en lui donnant pour mission de chasser les Espagnols de cette vallée. Rohan enrôla sous ses drapeaux quelques milliers de Suisses et de Grisons et, après de sanglants combats, les Liges furent délivrées de la présence des Espagnols et des Autrichiens.

Les patriotes grisons n'avaient pas attendu ce moment pour songer à la reconstitution du pays. Depuis plusieurs années, ils avaient eu entre eux des conciliabules secrets sur les moyens de ramener la concorde et la paix entre les divers partis. Voyant que, après la victoire, les Français ne semblaient disposés ni à leur restituer la Valteline, ni même à évacuer la Rhétie, ils formèrent une conjuration: Jenatsch, le familier de Rohan, se fit catholique, afin de gagner plus sûrement l'Espagne et l'Autriche à la cause de

son pays, et se rendit ensuite à Milan et à Innsbruck pour conclure secrètement un traité de paix entre ces deux états et les Liges. Une fois certain de l'appui de la maison d'Autriche, Jenatsch, à la tête des patriotes grisons, attaqua brusquement les troupes françaises, les obligea à abandonner les positions fortifiées qu'elles occupaient et à quitter les Grisons (1637).

Deux ans plus tard, un traité était signé avec l'Espagne et en 1641, un second avec l'Autriche. Les Liges rentraient en possession de la Valteline et de Chiavenna, où le culte réformé demeurerait proscrit. L'Autriche consentit au rachat des droits qu'elle possédait dans les Dix juridictions et ne conserva que les seigneuries de Rhæzuns et de Tarasp.

Les Grisons des deux confessions et des divers partis, las enfin de leurs dissensions politiques et religieuses et épuisés par les maux sans nombre qu'elles avaient attirés sur leur pays, apprirent à vivre en paix les uns avec les autres.

3. La Suisse pendant la guerre de Trente ans. — Tandis que le contre coup de la guerre de Trente ans se faisait sentir d'une manière désastreuse dans les Liges grisonnes, la Confédération elle-même en éprouvait aussi les effets les plus fâcheux.

Dans les premières années de cette longue guerre, les Suisses se tinrent à l'écart; mais quand Gustave-Adolphe, roi de Suède, fut venu en Allemagne prendre en main la cause de la réforme, peu s'en fallut que les Confédérés ne se laissassent entraîner dans la lutte, Gustave-Adolphe cherchant à gagner à son alliance les cantons réformés, tandis que l'empereur faisait des tentatives analogues auprès des cinq cantons. Les uns et les autres eurent assez de patriotisme pour repousser les offres de l'étranger. La diète prit quelques mesures pour faire respecter par les belligérants la neutralité du sol suisse. Malgré cela, les frontières n'en furent pas moins violées à plusieurs reprises par les armées suédoises, françaises et allemandes. Ainsi, en 1633, le général suédois Horn franchit le Rhin à Stein et s'avança par la Thurgovie contre Constance, dont il commença le siège. Les cantons catholiques, croyant à la complicité des Zuri-

chois, levèrent 3000 hommes pour protéger les terres de l'abbé de Saint-Gall. Horn se retira.

Les passions et les haines, de nouveau soulevées, ne s'apaisèrent pas, même en présence des dangers qui menaçaient l'existence de la Confédération. Les deux villes frontalières de Bâle et de Schaffhouse, les plus exposées et incapables de fermer leur territoire aux armées étrangères, durent livrer passage, tantôt aux Suédois, tantôt aux Français ou aux impériaux. L'évêché de Bâle fut affreusement dévasté par les uns et les autres. A la fin de la guerre seulement, un rapprochement s'opéra entre les Confédérés, et des mesures efficaces de défense furent prises; des troupes bordèrent les frontières du côté de l'Allemagne; un conseil de guerre élaborait un projet d'organisation militaire, le Défensif de la Suisse.

C'est alors que l'empereur Ferdinand III, effrayé par les succès des Français et des Suédois, se décida à signer la paix de Westphalie, qui termina la guerre de Trente ans. La Suisse se fit représenter au congrès des puissances, à Münster et à Osnabrück, par le bourgmestre de Bâle, Rodolphe Wettstein. Sa mission était d'obtenir la reconnaissance de l'indépendance de la Suisse. Longtemps l'empereur résista; il ne céda qu'aux pressantes sollicitations de la France et de la Suède; le traité de Westphalie proclama l'indépendance de la Confédération suisse (1648).

Résumé chronologique.

	<i>Histoire générale.</i>		<i>Histoire suisse.</i>
1562	Commencement des guerres religieuses en France, sous Charles IX.	1564	Alliance des Suisses et des Grisons avec la France; premiers troubles des Grisons.
1572	Massacre de la Saint-Barthélemy.		
1589	Henri IV, roi de France.	1602	Alliance des cantons avec Henri IV.
1603	Jacques I ^{er} fonde la dynastie des Stuarts en Angleterre.	1603	Les Grisons signent l'alliance française et vénitienne et rejettent l'alliance espagnole.

	<i>Histoire générale.</i>		<i>Histoire suisse.</i>
			Nouveaux troubles.
1610	Assassinat d'Henri IV; Louis XIII.	1607	Tribunal criminel de Coire.
1618	Commencement de la guerre de Trente ans.	1617	Les troubles recommen- cent dans les Grisons.
		1618	Tribunal criminel de Thusis.
		1620	Massacre des réformés dans la Valteline. Échec des Suisses et des Grisons à Tirano.
1623	Richelieu, ministre de Louis XIII.	1622	Les Autrichiens occupent une partie des Grisons et les Espagnols la Val- teline.
1625	Charles I ^{er} , roi d'Angle- terre.	1625	Richelieu intervient dans les troubles des Gri- sons.
1631	Gustave-Adolphe en Alle- magne.	1630	Nouvelle invasion des Ligues par les Autri- chiens.
1635	La France prend part à la guerre de Trente ans.	1635	Le duc de Rohan chasse les Espagnols et les Au- trichiens du territoire des Ligues.
		1637	Les Français évacuent les Grisons.
		1639	Paix entre les Grisons et l'Espagne.
1648	Traité de Westphalie; fin de la guerre de Trente ans.	1641	Paix avec l'Autriche.
		1648	L'indépendance de la Suisse est reconnue au Congrès de Westphalie.

CHAPITRE XIV. — GUERRE DES PAYSANS

1. Causes de la guerre. — 2. Révolte de l'Entlibuch. — 3. Guerre des paysans ; Leuenberger. — 4. Suites de la guerre.

(1648-1655)

1. Causes de la guerre. — Le rétablissement de la paix en Allemagne fut pour la Suisse la cause d'un profond malaise parmi les peuples des campagnes; ce malaise, joint à divers motifs de mécontentement que nourrissaient les populations contre leurs gouvernements, provoqua la guerre intestine connue sous le nom de guerre des paysans.

Dans les cantons-villes, les paysans avaient à se plaindre des restrictions toujours plus nombreuses apportées à leurs anciens droits et de la tyrannie des gouvernants et de leurs baillis. Une transformation était en voie de s'opérer dans le gouvernement des états-villes. A l'origine, les magistrats étaient élus par la bourgeoisie, qui, réunie en assemblée générale, avait en outre le droit de traiter elle-même les affaires importantes de la communauté. Avec le temps, les familles qui fournissaient le plus souvent à la république ses fonctionnaires tendirent à se séparer du reste de la bourgeoisie pour constituer une classe distincte. De démocratique, le gouvernement devint aristocratique dans les villes. Ainsi à Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne, au XVII^e siècle, un certain nombre de familles de la haute bourgeoisie possédaient le privilège d'avoir seules accès aux emplois; la petite bourgeoisie, non seulement en était exclue, mais s'était vu enlever ses anciens droits politiques. De là un mécontentement toujours plus vif.

Le peuple des campagnes était écrasé de charges; les droits féodaux pesaient encore sur lui; outre la dime et le cens, il avait toutes sortes de taxes à acquitter aux baillis, et ceux-ci ne se faisaient pas faute de l'accabler d'amendes pour les moindres délits.

La guerre de Trente ans aggrava la position déjà si misérable du peuple. Pour couvrir les dépenses qu'avait entraînées l'obligation de garnir de troupes les frontières du côté de l'Allemagne, les gouvernements eurent recours aux

impôts de guerre, aux droits sur l'importation et l'exportation, aux droits sur le vin, le sel, le bétail, etc. Pendant la guerre, nombre d'Allemands riches avaient cherché un asile en Suisse : de là était résultée une augmentation de valeur des terres et des bâtiments ; le prix des denrées s'était considérablement élevé. Malheureusement le campagnard ne profita de cette augmentation de ressources que pour vivre dans le bien-être et le luxe, prenant des habitudes dispendieuses dont il ne put plus se débarrasser lorsque, la paix de Westphalie conclue, les étrangers rentrèrent chez eux, que les fonds de terre revinrent à leur valeur primitive et que le prix de toutes choses diminua de moitié. De là un profond malaise, qui devint plus grand encore par suite du retour, dans les cantons, de plusieurs milliers de mercenaires qui avaient servi en Allemagne et en France et perdu par un long séjour dans les camps toute habitude de travail. Une mesure arbitraire prise par quelques gouvernements fit éclater la révolte. La Suisse était inondée de fausse monnaie et de pièces de billon ; Berne, Lucerne, Fribourg et Soleure baissèrent considérablement le taux de ces pièces ; cette décision augmenta le désordre qui régnait déjà dans le système monétaire et mit le comble à la misère du pauvre peuple. Les paysans se soulevèrent, incapables de supporter plus longtemps le joug de l'aristocratie des villes.

2. Révolte de l'Entlibuch. — Le signal du mouvement fut donné par l'Entlibuch. Les habitants de cette vallée, devenus sujets de Lucerne après la guerre de Sempach, avaient conservé d'importantes franchises ; déjà, pour les défendre, ils avaient recouru six fois à l'insurrection. Quand le gouvernement lucernois eut établi, comme ceux de Berne et Fribourg, un impôt sur le bétail, le sel, la chasse, la pêche, et qu'il eut enfin décrété la réduction du taux des monnaies (décembre 1652), les Entlibucher passèrent du murmure à la révolte. Ils envoyèrent des délégués au chef-lieu exposer leurs griefs. On ne les écouta pas ; même on les menaça de les mettre à la raison en lançant contre eux quatre ou cinq cents Italiens charmés contre les balles.

Ce propos, rapporté aux montagnards, produisit une

extrême irritation. Un huissier du chef-lieu, venu pour réclamer le paiement de quelques dettes, fut, un jour, saisi et lié, puis reconduit hors du pays au milieu des railleries du peuple. Le 26 janvier 1653, toutes les paroisses de l'Entlibuch, curés en tête, se rendirent en procession à l'église de Heiligenkreuz, près du village de Hasle, sur une montagne d'où l'on domine tout le pays. Là, les Entlibucher jurèrent de maintenir et de défendre leurs droits envers et contre tous. Sur leur refus d'envoyer de nouveau des députés à Lucerne, le gouvernement leur délégua l'avoyer Duliker et quelques conseillers. A la landsgemeinde de Schüpflheim, où assistaient en armes 1400 montagnards, ceux-ci rejetèrent les offres faites par l'avoyer et formulèrent des exigences toujours plus grandes. La délégation dut s'en retourner sans avoir rien obtenu.

La révolte se propagea rapidement dans le reste du canton, où existaient les mêmes causes de mécontentement. Cinq bailliages demeurèrent seuls fidèles au gouvernement. Le 26 février, une réunion de délégués des dix autres bailliages eut lieu à Wolhausen, où fut signé un pacte d'alliance. Des paysans bernois et soleurois prirent part à cette assemblée et, de retour chez eux, y semèrent des germes de révolte.

Le gouvernement lucernois, qui craignait presque autant la bourgeoisie du chef-lieu que les paysans, requit l'intervention des cantons catholiques. Ceux-ci, avec bien de la peine, réussirent à faire un compromis accepté des deux parts (19 mars).

3. Guerre des paysans; Nicolas Leuenberger. — Tout semblait fini. Il n'en était rien, cependant; la lutte ne faisait que commencer. Les Bernois qui s'étaient trouvés à Wolhausen en avaient rapporté la lettre d'alliance des paysans lucernois et provoqué une grande agitation dans l'Emmenthal et la Haute-Argovie. De nouvelles assemblées populaires eurent lieu en mars, à Langnau, à Konolfingen; l'insurrection gagna rapidement les campagnes de Berne, Soleure, Argovie et Bâle.

De son côté, la diète, réunie à Baden, décréta une levée de 13,000 hommes et adressa aux insurgés une proclama-

tion menaçante. Ces mesures et quelques concessions apaisèrent un instant le soulèvement. Mais il recommença presque aussitôt. N'ayant aucune confiance dans les promesses du gouvernement lucernois, les Entlibucher lui refusèrent obéissance; leurs émissaires réussirent à ranimer l'insurrection dans les campagnes de Berne, Soleure et Bâle. Le 23 avril, dans une assemblée de délégués tenue à Sumiswald, un riche paysan, **Nicolas Leuenberger**, de Schöenholz, commune de Ruderswyl, fut, malgré lui, proclamé chef de la ligue des paysans, dont le pacte d'alliance fut juré solennellement.

Nicolas Leuenberger, homme de cœur et de bon sens, manqua d'activité, d'énergie et de décision dans la direction du mouvement. Les paysans perdirent leur temps dans de nouvelles assemblées, à Huttwyl et à Langenthal, laissant ainsi à la diète et aux gouvernements aristocratiques de Lucerne, Berne, Bâle et Zurich, tout le temps nécessaire pour hâter leurs préparatifs de résistance. La diète décréta une levée de 25,000 hommes, répartis en trois corps: le premier, sous Conrad Werdmuller, de Zurich, devait entrer dans les bailliages libres et l'Argovie inférieure; le second, commandé par Zweier d'Evebach, d'Uri, était chargé d'occuper la campagne lucernoise; le troisième, celui de Sigismond d'Erlach, de Berne, avait pour mission de réprimer la révolte dans l'Emmenthal et la Haute-Argovie.

Dès que les mesures ordonnées par la diète vinrent à la connaissance des campagnes, Leuenberger fit sonner le tocsin pour la levée en masse. Plus de 30,000 insurgés prirent les armes. A la tête de 20,000 hommes, Leuenberger se porta sur Berne. Le gouvernement se vit forcé de conclure un arrangement avec lui.

Pendant ce temps, les paysans de l'Argovie et de Lucerne, commandés par un vieux et intrépide soldat, le Lucernois **Christian Schybi**, d'Escholz matt, s'étaient portés au devant de Werdmuller, qui s'avancait sur l'Argovie avec 9000 soldats de la Suisse orientale. Leuenberger vint rejoindre Schybi. Au nombre d'environ 20,000, mais mal armés et mal dirigés, les insurgés attaquèrent Werdmuller près de Büblikon et de Wohlenschwyl, et combattirent héroïque-

ment jusqu'au soir (3 juin). Le lendemain, gagnés par les paroles de conciliation du bourgmestre Waser, de Zurich, les paysans de l'Argovie posèrent les armes, sous la promesse que leurs griefs seraient examinés par des arbitres, conformément au droit fédéral.

Schybi, plein d'une sombre colère, rentra dans le canton de Lucerne avec les siens; Leuenberger se retira à Langenthal. Zweier d'Evebach, qui, avec les troupes des petits cantons, tenait garnison à Lucerne, attaqua Schybi près du pont de Gislikon (4 et 5 juin). Après une résistance digne des anciens Confédérés, les paysans se dispersèrent.

Sigismond d'Erlach, à la tête de huit à neuf mille hommes, la plupart Vaudois et Neuchâtelois, entra dans la Haute-Argovie, qu'il livra au pillage. Leuenberger parvint à réunir 5000 paysans de l'Emmenthal et engagea un violent combat près de Herzogenbuchsee (8 juin). Les campagnards furent mis en fuite après s'être défendus en désespérés. Les insurgés de Soleure et de Bâle posèrent en même temps les armes.

4. Suites de la guerre. — Lâches dans le danger, cruels après la victoire, tels se montrèrent les gouvernements aristocratiques de Berne, Lucerne et Bâle. Les chefs de l'armée fédérale se constituèrent en tribunal criminel, à Zofingue. Soleure, où les habitants des campagnes n'avaient pris qu'une faible part à l'insurrection, fut forcé d'en livrer dix-huit au tribunal. Schybi subit la torture la plus cruelle avec courage et périt sur l'échafaud. Leuenberger, qui s'était retiré chez lui et y vaquait à ses affaires, fut livré par un traître et conduit à Berne, un sabre de bois au côté et une écharpe de paille autour du corps. Après deux mois d'une prison très dure, celui qui, au temps de sa puissance, avait fait preuve d'une extrême modération, fut décapité et son corps écartelé (Sept.). La vengeance des gouvernants s'exerça sur plusieurs centaines d'individus; le nombre des exécutions s'éleva à quarante-huit; beaucoup d'insurgés furent mutilés, frappés de verges, jetés dans les cachots ou condamnés à l'amende, à la confiscation des biens ou à l'exil. Zurich, dont la population était restée en dehors de la lutte, réclama de ses co-Etats une somme de 40,000 florins pour

les frais de la guerre. Berne ne se décida qu'avec peine à en payer une partie; la plus forte fut imposée au canton de Soleure, auquel on reprochait, sinon sa connivence, du moins son indulgence à l'égard des insurgés. Pour se venger, le gouvernement soleurois signa une alliance particulière avec la France (1654). Telles furent les suites immédiates de la guerre des paysans.

Triomphants, les gouvernements aristocratiques de Berne, Lucerne, Bâle, Fribourg, Soleure et même Zurich marchèrent à grands pas à l'oligarchie, c'est-à-dire au règne non d'une classe supérieure tout entière, mais d'un petit nombre de familles privilégiées. Le peuple, écrasé sous le joug, eut, jusqu'à la révolution française, un sort presque aussi peu enviable que celui des sujets dans les monarchies despotiques qui entouraient la Suisse.

Résumé chronologique.

<i>Histoire générale.</i>		<i>* Histoire suisse.</i>
	1653	(26 janvier). Les Entlibucher se réunissent à Heiligenkreuz.
	—	(26 février). Assemblée de Wolhausen.
	—	(23 avril). Assemblée de Sumiswald.
	—	(3 juin). Combat de Wohlenschwyl.
	—	(4 et 5 juin). Combat de Gislikon.
	—	(8 juin). Combat de Herzogenbuchsee.
	—	(Septembre). Exécution de Leuenberger.

CHAPITRE XV. — GUERRES DE VILLMERGEN

1. Première guerre de Villmergen. — 2. La Suisse pendant la seconde moitié du XVII^e siècle. — 3. Seconde guerre de Villmergen. (1653-1715).

1. Première guerre de Villmergen. — La guerre des paysans était à peine terminée que, de nouveau, les Confédérés prenaient les armes pour s'entr'égorguer.

La paix de religion de 1531 n'avait pas mis trêve aux luttes des partis religieux. Les cantons catholiques, enhardis par leur victoire, en majorité dans les diètes et assurés de l'appui du pape, de la Savoie, de l'Espagne et de la France, portèrent plus d'une fois atteinte aux dispositions du traité de 1531. Les cantons réformés, désunis, sans alliés, sans influence dans les diètes, malgré le chiffre de leur population, qui dépassait sensiblement celui de la population des cantons catholiques, ne purent opposer qu'une faible résistance aux attaques de leurs adversaires. Zurich n'en rechercha qu'avec plus d'empressement l'occasion de prendre sa revanche de Cappel. Au moment même de la guerre des paysans, une ambassade fut envoyée en Angleterre et en Hollande; le puissant Cromwell promit son assistance en cas de danger. L'occasion d'engager la lutte se présenta bientôt.

Depuis l'époque de la réforme vivaient à Art, canton de Schwytz, un certain nombre de familles pratiquant en secret le culte évangélique. Dénoncés au gouvernement, une partie des membres de la communauté furent arrêtés; trente-six autres eurent le temps de s'enfuir par le lac de Zug et de gagner Zurich, qui leur donna une bienveillante hospitalité (23 septembre 1655) et demanda au gouvernement schwytzois de leur remettre leurs biens. Schwytz refusa et exigea, mais inutilement, l'extradition des fugitifs. Une loi défendait, sous peine de mort, l'exercice d'un culte autre que le culte catholique; les réformés arrêtés furent mis à la torture : quatre d'entre eux périrent sur l'échafaud; deux femmes furent jetées dans les cachots du tribunal de l'inquisition, à Milan.

Cette conduite inhumaine de Schwytz reçut l'approbation des autres cantons catholiques, qui, en prévision des événements, renouvelèrent la Ligue d'Or (octobre 1655) et firent quelques préparatifs. De leur côté, les cantons réformés se rapprochèrent, espérant cependant vider le différend par la médiation des cantons neutres ou par un arbitrage. L'ambassadeur français prêcha la conciliation et obtint la réunion d'une diète. Il ne fut pas possible de s'entendre : Zurich en appelait au droit fédéral, repoussé par Schwytz. Les députés se séparèrent la menace à la bouche. De part et d'autre on courut aux armes.

Les Zuricois étaient prêts et résolus à tout pour effacer la honte de 1531. Comptant sur le secours des Bernois, ils déclarèrent en toute hâte la guerre, même au nom des autres villes évangéliques (6 janvier 1656). Il s'agissait de prévenir les petits cantons, avant qu'ils pussent recevoir des secours de l'Espagne et de la Savoie. Le général Rodolphe Werdmuller, frère de celui qui avait commandé dans la guerre des paysans, posta 800 hommes à Cappel, fit occuper les bords du Rhin et la Thurgovie et marcha sur Rapperschwyl avec le gros de ses forces. Il comptait l'emporter facilement ; mais les bourgeois de Rapperschwyl, secourus à temps par les Schwytzois, lui opposèrent une invincible résistance. Dans l'intervalle, les cantons catholiques s'étaient emparés de Bremgarten, Mellingen et Baden, dans les bailliages libres.

Tandis que Werdmuller s'opiniâtrait au siège de Rapperschwyl, les Bernois se décidaient enfin à entrer en campagne. Sigismond d'Erlach, à la tête de 8,000 hommes, la plupart Vaudois et Argoviens, s'avança dans les bailliages libres jusqu'à Villmergen. Les catholiques, qui n'étaient que 4000, commandés par Christophe Pfyffer, de Lucerne, occupaient Muri. Confiants dans leur supériorité numérique, s'attendant d'ailleurs au succès des négociations entamées par les cantons neutres pour le rétablissement de la paix, les Bernois négligèrent toute mesure de prudence. Ils se laissèrent surprendre par Pfyffer et éprouvèrent à Villmergen une sanglante défaite. Six cents Bernois tués, la caisse militaire, des canons, des drapeaux pris, tel fut le prix de la victoire (23 janvier 1656).

De leur côté, les Zuricois avaient échoué dans toutes leurs attaques contre Rapperschwyl, qu'étaient venus défendre quelques centaines d'Espagnols. Les cantons neutres et les ambassadeurs de divers Etats travaillaient activement à la conclusion de la paix. Celle-ci fut signée à Baden le 7 mars 1656, mais sans produire aucun sentiment de véritable réconciliation. Cette paix ne terminait rien, ni catholiques ni réformés ne voulant faire des concessions.

2. La Suisse pendant la seconde moitié du XVII^e siècle.

— Plus divisée que jamais depuis la première guerre de Villmergen, la Confédération suisse est désormais comme un corps paralysé; pendant un demi-siècle son histoire se confond avec celle des puissances voisines et en particulier avec celle de la France.

L'alliance française, renouvelée sous Henri IV, en 1602, ne l'avait plus été depuis ce temps jusqu'en 1654, que Solleure et un peu plus tard (1655) les cantons catholiques la signèrent. Dès que Louis XIV eut pris en main le gouvernement de la France (1661), l'amour de la gloire, l'orgueil et l'ambition ne lui firent plus rêver que guerres et conquêtes. L'alliance avec tous les cantons suisses lui parut nécessaire pour l'exécution de ses projets, car la Confédération était une inépuisable pépinière d'excellents soldats. L'or français produisit son effet. En 1663, tous les cantons entrèrent dans l'alliance de Louis XIV. Le traité de 1663 était basé sur celui de 1531, avec plusieurs dispositions nouvelles toutes à l'avantage du roi.

Dès lors, des milliers de mercenaires suisses prirent part aux guerres du grand roi. En 1668, en querelle avec l'Espagne, il fit occuper la Franche-Comté, possession espagnole, par des troupes suisses. Or cette contrée était placée, depuis les guerres de Bourgogne, sous la protection de la Confédération helvétique. La diète protesta contre la violation des traités. Louis XIV n'en tint aucun compte : les capitaines suisses obéissaient plus vite à ses ordres qu'à ceux de leur pays.

La paix d'Aix-la-Chapelle rendit à l'Espagne la Franche-Comté; mais quelques années plus tard, quand éclata la guerre contre la Hollande soutenue par l'Espagne, les Fran-

çais firent la conquête définitive de cette province, que leur assura le traité de Nimègue (1678). La Confédération eut désormais la France pour limite du côté de l'ouest, voisinage redoutable, surtout avec un monarque ambitieux comme l'était Louis XIV. Ce prince montra combien peu il respectait les autres Etats en s'emparant de Strasbourg en pleine paix et en faisant élever à Huningue des fortifications qui s'étendaient jusqu'à la frontière de Bâle.

En 1685 eut lieu la révocation de l'Edit de Nantes; sept cent mille réformés durent chercher, loin de leur patrie, un lieu où pratiquer librement leur culte. Soixante mille environ se réfugièrent en Suisse, entre autres à Genève et dans le Pays de Vaud, où Berne leur accorda une large hospitalité.

Peu après, le duc de Savoie, poussé par le roi de France, proscrivit les Vaudois du Piémont. Les trois quarts périrent en défendant leurs vallées; le reste obtint, grâce à l'intervention des cantons réformés, de pouvoir se retirer en Suisse et en Allemagne. En 1689, les débris des Vaudois se réunirent à Prangins, sous le commandement de leur pasteur, Arnaud, et, au nombre de 1500, traversèrent le Léman et la Savoie et rentrèrent dans leurs vallées. Le duc, qui venait de se brouiller avec Louis XIV, leur rendit la liberté de culte.

A ce moment, une troisième guerre générale avait commencé. Les violations répétées des traités par le grand roi, son ambition démesurée et son orgueil avaient soulevé contre lui une partie de l'Europe. La ligue d'Augsbourg s'était constituée et en 1688 la lutte avait éclaté. Des milliers de Suisses prirent part à toutes les batailles, soit dans les armées françaises, soit dans celles de l'Allemagne, de la Hollande et de l'Angleterre. Le traité de Ryswijk (1697) ramena la paix.

En 1701 se déclara la guerre de la succession d'Espagne. La diète proclama la neutralité de la Suisse et fit comprendre dans cette neutralité le duché de Savoie. Les cantons fournirent des régiments à la France et aux puissances liguées contre elle. Dans plus d'une occasion, on vit des Suisses du même canton, du même village, combattre avec

acharnement les uns contre les autres. Le sang suisse arrosa abondamment les champs de bataille en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Espagne et en Italie. Presque partout vaincu, Louis XIV signa la paix avec ses adversaires à Utrecht, à Rastadt et à Baden (Argovie), dans les années 1713 et 1714.

Pendant cette lutte, deux événements importants s'étaient passés en Suisse : l'affaire de la succession de Neuchâtel et la seconde guerre de Villmergen.

Depuis le commencement du XIV^e siècle, Neuchâtel avait eu pour souverains les princes de la maison d'Orléans-Longueville, branche cadette de la maison royale. Le dernier membre de cette famille mourut en 1707. Une quinzaine de prétendants français aspirèrent à l'héritage, soutenus par Louis XIV. Mais les Etats de Neuchâtel acceptèrent le roi de Prusse, Frédéric I^{er}, comme prince de Neuchâtel. Le roi d'Angleterre, Guillaume d'Orange, héritier des droits de suzeraineté de la maison de Châlons sur le comté de Neuchâtel, les avait cédés à son cousin Frédéric de Prusse. Louis XIV, irrité, fit des menaces, que les désastres de la guerre de la succession d'Espagne l'empêchèrent de mettre à exécution. Par le traité d'Utrecht, le roi de Prusse fut reconnu prince de Neuchâtel.

3. Deuxième guerre de Villmergen. — Après avoir donné le spectacle de la première lutte religieuse, la Suisse devait être le théâtre de la dernière : la seconde guerre de Villmergen.

Le prétexte en fut fourni par les troubles du Toggenbourg. Depuis l'époque de la réforme, les montagnards du Toggenbourg, dont les quatre cinquièmes avaient embrassé la foi nouvelle, gémissaient sous le joug de plus en plus pesant des abbés de Saint-Gall, qui avaient acheté cette vallée des sires de Raron, héritiers des anciens comtes.

Quoique les droits des Toggenbourgeois leur eussent été garantis, à chaque instant ils avaient à se plaindre de la violation de leurs franchises par les officiers des abbés. Les réformés étaient surtout l'objet de persécutions incessantes, les abbés poursuivant avec ténacité le projet de rétablir le catholicisme dans le pays.

En 1700, l'abbé Léodegar voulut obliger la commune de

Wattwyl à construire par le Hummelwald une route destinée à faciliter les communications entre les possessions de l'abbaye de Saint-Gall et les petits cantons. Le peuple vit en cela l'intention de rétablir la corvée, dont il s'était racheté depuis longtemps ; il refusa d'obéir et envoya six délégués demander l'assistance des cantons de Schwytz et de Glaris, avec lesquels existait un traité d'alliance. Le prince-abbé infligea de lourdes amendes aux chefs du mouvement ; l'un d'eux n'échappa qu'avec peine à la mort.

Ces mesures de rigueur indisposèrent les Glaronnais, qui, dès ce moment, prirent ouvertement le parti des Toggenbourgeois. L'abbé, de son côté, au lieu de s'en remettre à l'arbitrage de la diète, se rapprocha de l'Allemagne et conclut secrètement une alliance perpétuelle avec l'Autriche. Le peuple de Schwytz, à son tour, se prononça en faveur du Toggenbourg.

La lutte s'envenima quand les Toggenbourgeois en eurent appelé à Zurich et à Berne. Ceux-ci proposèrent à l'abbé de Saint-Gall un projet d'arrangement, mais il repoussa leur médiation. Alors ses sujets, sûrs de l'appui des deux grands cantons, se constituèrent en Etat indépendant, nommèrent un conseil et des tribunaux et proclamèrent la liberté religieuse (1707). Ce dernier acte, qui semblait devoir unir plus étroitement le Haut-Toggenbourg, protestant, avec le Bas-Toggenbourg, catholique, fut au contraire le signal d'une rupture complète. Dès ce moment, la querelle entre l'abbé et ses sujets changea de caractère : de politique, elle devint religieuse, et elle servit de prétexte à une nouvelle guerre civile entre les cantons réformés et leurs Confédérés catholiques.

Les plaintes de l'abbé Léodegar trouvèrent accueil auprès des petits cantons, qui, envisageant la guerre comme inévitable, s'y préparaient en secret depuis quelque temps. Les Schwytzois eux-mêmes, après avoir soutenu pendant cinq ans les Toggenbourgeois, se déclarèrent contre eux (1708). Quelques tentatives furent encore faites pour le maintien de la paix ; elles devaient échouer. L'empereur d'Allemagne, Charles VI d'Autriche, dont l'abbé de Saint-Gall réclamait le secours, menaçait de ses armes les cantons de Zurich et de

Berne, que la Hollande et l'Angleterre soutenaient de leur côté. Tandis que, dans les Etats de l'abbaye de Saint-Gall, les troubles s'aggravaient et que les catholiques retournaient volontairement sous la domination du prince-abbé, les cantons s'apprêtaient à la guerre. Zurich et Berne, cette fois parfaitement d'accord sur tous les points, étaient résolus à agir avec ensemble et énergie.

Les hostilités éclatèrent dans le Toggenbourg, où les réformés, après avoir requis le secours de Zurich et de Berne, occupèrent les communes catholiques. Aussitôt les deux grands cantons levèrent leurs troupes : Berne et ses alliés de Genève et de Neuchâtel, 40,000 hommes ; Zurich, 20,000. Les cinq cantons, secourus par 2000 Vallaisans, mais abandonnés de Fribourg et Soleure, ne pouvaient opposer que 20,000 combattants à leurs adversaires.

Le plan de Berne et de Zurich, d'occuper tout d'abord le Freiamt (bailliages libres), Bremgarten, Mellingen et Baden pour assurer leurs communications, fut exécuté avec promptitude. Des troupes des deux cantons prirent en commun Mellingen, Bremgarten, après le sanglant combat des *buissons*, et les bailliages libres. Baden (mai 1712), assiégée par des forces considérables, dut à son tour ouvrir ses portes.

Dans le même temps les Toggenbourgeois, renforcés de Bernois et de Zuricois, avaient envahi les terres de l'abbaye de Saint-Gall ; Wyl se soumit ; les soldats du prince-abbé, se croyant trahis par leurs chefs, les massacrèrent, puis posèrent les armes. Les vainqueurs occupèrent la Thurgovie, la contrée autour de Saint-Gall et le Rheinthal (mai 1712).

Les cantons catholiques, manquant de vivres et d'argent, étaient d'autant moins en état de soutenir la lutte que dans leur sein régnait la désunion. Le peuple n'avait aucune confiance en ses chefs et ne suivait que la voix de prêtres fanatiques et surtout celle du nonce pontifical, qui l'excitait à la guerre. Les gouvernements de Lucerne et d'Uri signèrent la paix à Aarau, le 18 juillet.

A cette nouvelle, les populations de Schwytz, Zug et Unterwald se lèvent en masse, refusant d'accepter le traité d'Aarau. Les campagnards de Lucerne, puis les gens d'Uri, se laissent entraîner par leurs prêtres, qui prêchent l'exter-

mination des hérétiques et promettent aux vrais croyants le secours miraculeux du ciel.

Trois cents Vaudois, qui occupaient le village de Sins, à l'extrémité méridionale du Freiamt, près des frontières de Zug et de Lucerne, sont assaillis, le 21 juillet, par des milliers de Schwytzois, de Zougais et d'Unterwaldiens, aux ordres du chevalier Ackermann et du colonel Reding. Ils sont la plupart massacrés après une héroïque résistance.

L'armée bernoise, forte de 8000 hommes, apprenant ce qui se passait dans les petits cantons, abandonna son campement de Muri et se replia sur Villmergen. Là, le 25 juillet, se livre une bataille décisive. Suisses contre Suisses se choquent avec fureur. L'aile gauche des Bernois rejette dans la Bünz l'aile droite des catholiques, formée des montagnards des Waldstættlen. A l'aile droite, l'attaque des Lucernois est si impétueuse que les Bernois plient, reculent : la déroute commence ; tout à coup, quelques bataillons vaudois s'élancent au cri de : Sins ! Sins ! et à leur tour arrêtent l'ennemi. Le combat se rétablit et se termine à l'avantage des réformés. 3000 hommes des petits cantons couvraient le champ de bataille.

Abattus par leur défaite, les cinq cantons acceptèrent les conditions de la paix d'Aarau (11 août 1712), quelque dures qu'elles fussent pour eux.

Zurich et Berne eurent seuls le gouvernement du comté de Baden ; celui de la partie inférieure des bailliages libres, en commun avec Glaris ; la partie supérieure de ces bailliages demeura sous la domination des huit anciens cantons ; Berne eut une part dans l'administration de la Thurgovie, du Rheinthal et de Sargans, et exerça, avec Zurich et Glaris, le protectorat sur Rapperschwyl.

Aigris par leurs revers, aveuglés par leurs ressentiments, les catholiques conclurent avec Louis XIV une alliance perpétuelle qui mettait entre ses mains l'avenir de la Confédération. Par un article secret, renfermé dans une petite boîte (Trückli), la France promettait son appui aux cantons catholiques pour la restitution de leurs droits. Heureusement, la mort de Louis XIV fit cesser les dangers que l'alliance de la petite boîte (Trücklibund) eût pu faire courir à la Suisse

(1715). Les cantons catholiques vécurent dès Villmergen d'une existence toute à part, sans soutenir presque aucune relation avec Zurich et Berne. L'ancienne Confédération n'exista plus que de nom.

Quant aux Toggenbourgeois, leur sort ne fut décidé que quelques années plus tard. L'abbé Léodegar, qui s'était retiré en Allemagne, y mourut sans être parvenu à s'entendre avec ses sujets. Il eut pour successeur un Autrichien qui se montra plus conciliant et ne repoussa pas une paix acceptable. Les Toggenbourgeois rentrèrent sous la domination du prince-abbé de Saint-Gall après avoir obtenu la confirmation de leurs anciens droits.

Résumé chronologique.

<i>Histoire générale.</i>		<i>Histoire suisse.</i>	
		1655	Persécution contre les protestants d'Art.
		1656	Première guerre de Villmergen; défaite des Bernois et des Zuricois.
1659	Traité des Pyrénées.		
1661	Mort de Mazarin; gouvernement de Louis XIV.		
1668	Guerre de Flandre.		
—	Traité d'Aix la Chapelle.		
1672	Guerre de Hollande.		
1678	Traité de Nimègue.		
		1685	La révocation de l'Édit de Nantes force des milliers de Français réformés à s'établir en Suisse.
1686	Ligue d'Augsbourg.		
1688	Guerre d'Allemagne.		
		1689	Les Vaudois du Piémont en Suisse.
1697	Traité de Ryswijk.		
		1700	Commencement des troubles du Toggenbourg.
1701	Guerre de la succession d'Espagne.		
		1712	Deuxième guerre de Villmergen; paix d'Aarau.
1713	Traité d'Utrecht.		
1715	Mort de Louis XIV.		